



UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME

Programme des Nations Unies pour l'environnement

Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente

Программа Организации Объединенных Наций по окружающей среде

برنامج الأمم المتحدة للبيئة

联合国环境规划署



COMMUNIQUE DE PRESSE

Les institutions des Nations Unies agissent ensemble pour une Economie verte

New York, le 25 juin 2009. Au moins 21 institutions des Nations Unies ont apporté leur soutien à l'appel mondial en faveur d'une transition vers une Economie verte rejetant moins de carbone, utilisant plus efficacement les ressources, et capable de multiplier les opportunités économiques, sociales et environnementales au 21^e siècle.

Cette transition est nécessaire pour contribuer au redressement économique mondial, à la création d'emplois décents, à la sécurité alimentaire et à la réduction de la dépendance aux combustibles fossiles en voie d'épuisement.

Selon les experts, l'Economie verte peut aussi traiter les multiples crises qui persistent et menacent la planète, en réduisant la pauvreté, en luttant contre le changement climatique, et en renversant la tendance à la dégradation des écosystèmes et des services qu'ils fournissent, estimés à plusieurs milliards de dollars.

Dans une déclaration faite devant la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son impact sur le développement, tenue à New York du 24 au 26 juin, une vingtaine d'institutions des Nations unies notent que l'actuelle crise économique et financière requiert de la communauté mondiale une réponse collective qui jette des bases solides pour un développement durable et une croissance équitable. Les pays à la pointe de l'économie devraient veiller à ce que les pays en développement disposent des ressources financières leur permettant de lancer leurs propres programmes de relance, et s'assurer qu'ils ont un meilleur accès aux marchés internationaux pour une reprise rapide des échanges commerciaux.

Au cours des six derniers mois, diverses institutions des Nations unies, notamment celles de Bretton Woods et des secrétariats d'accords multilatéraux sur l'environnement, ont participé à la conception et à la mise en œuvre de l'initiative "Economie verte".

"Je suis heureux de faire cette déclaration au nom des autres institutions des Nations unies" – a déclaré M. Achim Steiner, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Nous ne pourrions pas assurer une transition vers une économie verte rejetant moins de carbone et utilisant plus efficacement les ressources sans la vision, la créativité, l'action et le soutien massif d'une grande partie de la société. Cette harmonisation rapide des perspectives de ces différentes institutions montre leur détermination à être les agents du changement vers un 21^e siècle durable. La déclaration envoie aussi un signal fort de l'ONU pour soutenir le Secrétariat Général des Nations unies dans ses appels répétés en faveur d'un accord à conclure à Copenhague" – a ajouté M. Steiner.

"Cette déclaration, qui résulte du travail acharné des fonctionnaires de toutes les institutions qui ont coopéré à brève échéance, cherche à refléter et à harmoniser les perspectives de ces institutions concernant les réponses mondiales et nationales urgentes à apporter à la crise actuelle, en mettant l'accent sur une transition résolue, mais juste et équitable, vers une économie verte" – a déclaré M. Steiner. "Cet effort collectif fait partie des initiatives communes proposées par différents Conseils d'administration d'institutions de l'ONU".

Les auteurs de la déclaration disent ceci: "Investir des fonds de relance économique dans des secteurs tels que les technologies énergétiques efficaces, les énergies renouvelables, les transports

publics, l'agriculture durable, le tourisme respectueux de l'environnement, et la gestion durable des ressources naturelles, notamment des écosystèmes et de la biodiversité, reflète la conviction que l'économie verte peut créer de nouvelles industries dynamiques et des emplois de qualité, et augmenter les revenus tout en atténuant les effets des changements climatiques et en arrêtant le déclin de la biodiversité". "Ce choix – poursuivent-ils – "peut contribuer au redressement économique, à la création d'emplois décents, à la sécurité alimentaire, énergétique, et en eau, mais aussi permettre de faire face aux crises touchant les écosystèmes et le climat, qui ont des effets sur les populations démunies."

Ils s'adressent en particulier aux pays donateurs, les appelant à concrétiser leurs engagements en matière d'aide financière, notamment ceux pris aux cours des sommets du G8 et du G20, à éliminer progressivement les subventions perverses, et à éviter le protectionnisme. Ils notent que tout cela doit être accompagné de mesures pour protéger et améliorer l'accès des pauvres à l'alimentation et à l'énergie. Ils demandent la relance du commerce et de nouvelles politiques commerciales en faveur du développement et du transfert de technologies, accompagnées de la formation et du renforcement des capacités.

"La solidarité de la communauté internationale est à l'épreuve" – concluent-ils. "Faisons du redressement économique le pivot d'une réponse internationale ambitieuse et efficace aux multiples crises auxquelles est confrontée l'humanité ". Le test le plus important aura lieu en décembre 2009 à Copenhague, quand les gouvernements se réuniront pour sceller l'accord sur le changement climatique. Faisons que Copenhague soit le déclic qui nous fera entrer dans une économie verte mondiale."

Institutions des Nations Unies et accords multilatéraux sur l'environnement qui ont déjà apporté leur soutien à la déclaration:

The Basel Convention on the Control of Transboundary Movements of Hazardous Wastes and their Disposal (BASEL CONVENTION)

Convention on Biological Diversity(CBD)

The Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES)

Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)

International Labour Organization (ILO)

International Maritime Organization (IMO)

United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD)

United Nations Development Programme (UNDP)

United Nations Environment Programme (UNEP)

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)

United Nations Economic Commission for Europe (UNECE)

United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific (ESCAP)

Economic and Social Commission for Western Asia (ESCWA)

United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC)

United Nations Human Settlements Programme (UN-HABITAT)

United Nations Industrial Development Organization (UNIDO)

World Bank Group

World Intellectual Property Organization (WIPO)

World Meteorological Organization (WMO)

World Trade Organization (WTO)

United Nations World Tourism Organization (UNWTO)

Pour plus d'informations, contacter Jay Dowle, Chargé de la communication, Initiative "Economie verte" du PNUE

jay.dowle@unep.ch

Bureau: +41 (0) 22 917 8691 Tél. portable: 076 586 3628 (Geneva)

Skype: jay.dowle

www.unep.org/greeneconomy/